ML. - 1 - L. 7835/1.

16 MAR 1962

ROYAUME DE BELGIQUE. Coordination (2) KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 mars 1962, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administrarif en Belgique", a donné le 7 mars 1962 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e maart 1962 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het statuut van de Belgische koloniaalrechtelijke vennootschappen, die zijn opgericht naar de regeling van de in Ruanda-Urundi van kracht zijnde wetgeving en waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is", heeft de 7e maart 1962 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il convient de rectifier la terminologie employée par le projet pour désigner le territoire du Ruanda-Urundi. Dans la mesure où ce territoire est considéré à une époque où la Belgique exerce encore la tutelle sur celui-ci, il y a lieu d'employer le terme "Ruanda-Urundi", qui est le seul qui a actuellement encore droit de cité dans la terminologie légale.

Toutes les dispositions de la loi projetée produiront leurs effets et pourront recevoir un commencement d'application avant la levée de la tutelle belge sur le Ruanda-Urundi. Il convient, dès lors, d'employer partout dans la loi le terme "Ruanda-Urundi". Après l'accession du Ruanda-Urundi à l'indépendance, dans cette loi - comme dans toutes les autres lois, décrets, ordonnances, arrêtés et règlements qui y demeureront en vigueur - il faudra lire, soit Rwanda et Burundi, soit Rwanda ou Burundi, selon le cas, exactement comme dans la législation qui est restée en vigueur au Congo, il faut,depuis le 30 juin 1960, lire "Congo" partout où il est question de "Congo belge".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Dans la citation de la loi du 21 août 1921, le mot "relatif" devrait être remplacé par "relative".

.../...

En raison du régime de tutelle exercé par la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi, il serait préférable de remplacer les mots "législation métropolitaine sur les sociétés" par "législation sur les sociétés applicable en Belgique".

A l'alinéa 3, la phrase : "La résolution précisera le lieu de transfert" serait mieux rédigée comme suit : "La résolution précisera le lieu où sera transféré le principal établissement".

Article 3.

L'alinéa 1er de l'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'article 70bis des lois coordonnées relatives aux sociétés commerciales et nonobstant toutes les dispositions contraires figurant dans les statuts, la modification de l'objet social des sociétés dont le siège social est fixé en Belgique, par application de l'article 1er, peut être décidée par l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues à l'article 2, § 2, alinéa 1er, si cette modification a lieu avant le 31 décembre 1963, sauf prorogation de ce délai par le Roi pour une durée maximum d'un an".

.../...

Les mots "ou des dispositions du droit colonial",qui figurent à l'alinéa 3 in fine, devraient être remplacés par "ou par la législation en vigueur au Ruanda-Urundi".

Article 4.

Le membre de phrase "tout ou partie de leurs branches d'activité dans ces pays ou de leurs avoirs", qui figure à l'alinéa 1er, serait plus clairement rédigé comme suit : "tout ou partie de leurs branches d'activité ou de leurs avoirs dans ces pays".

Article 5.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

Les sociétés qui auront usé de la faculté prévue à l'article 1er, alinéa 3, peuvent apporter à une ou plusieurs sociétés soumises à la législation applicable en Belgique, existantes ou à créer, tout ou partie de leurs branches d'activité ou de leurs avoirs en dehors du Ruanda-Urundi".

.../...

Article 6.

A l'alinéa 1er, il conviendrait de remplacer :

1° le membre de phrase "tout ou partie de leurs branches d'activité au Rwanda ou au Burundi ou de leurs avoirs à une ou plusieurs sociétés existantes ou à créer, soumises à la législation du Rwanda ou du Burundi" par "tout ou partie de leurs branches d'activité ou de leurs avoirs au Ruanda-Urundi à une ou plusieurs sociétés, existantes ou à créer, soumises à la législation en vigueur au Ruanda-Urundi";

2° les mots : "Ces apports sont réalisés ..." par "ces apports s'effectuent...".

A l'alinéa 2 in fine, il y a lieu de remplacer les mots "soumises au droit belge métropolitain" par "soumises à la législation applicable en Belgique".

.../...

Article 7.

Afin de mieux faire ressortir que le seul but de cette disposition est d'accorder aux sociétés apporteuses les avantages prévus à l'article 8, il y aurait lieu de la rédiger comme suit :

"Article 7.-

Quelle que soit l'option qu'elles exercent, les sociétés belges constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant en Belgique leur principal établissement administratif qui apportent à une ou plusieurs sociétés soumises à la législation congolaise, existantes ou à créer, tout ou partie de leurs branches d'activité ou de leurs avoirs au Congo, bénéficient des avantages prévus à l'article 8".

Article 8.

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Les opérations prévues par les articles 4 à 7 sont en tout cas considérées comme accomplies en vue de la réalisation de l'objet social de la société apporteuse".

A l'alinéa 3 de cet article , les mots "En Belgique" devraient figurer en tête et être supprimés au début de la seconde phrase, étant donné qu'ils s'appliquent à l'alinéa entier.

.../...

Article 10.

Il y a lieu de modifier l'alinéa 1er in fine afin de le mettre en concordance avec les articles 75 et 76 du décret minier du 24 septembre 1937, rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'Ordonnance du Ruanda-Urundi du 10 novembre 1937, et d'écrire ... : "sont maintenus nonobstant la fixation du siège social en Belgique conformément à l'article 1er, alinéa 2, aussi longtemps que la société poursuit une exploitation subordonnée à l'exercice de ces droits et avantages particuliers".

En ce qui concerne l'alinéa 2, comme il peut se faire qu'une société soit titulaire d'une multiplicité de concessions et ne fasse apport à une société filiale que de certaines d'entre elles, il y aurait lieu de rédiger cet alinéa comme suit :

"En cas d'apport d'une concession ou d'un droit d'exploitation à une société existante ou à créer, soumis à la législation du Ruanda-Urundi, ces droits de surveillance, droits de vote exorbitants et avantages particuliers s'exerceront au sein de la société bénéficiaire de l'apport".

\+

\+ \+

Au sujet du droit de percevoir des redevances au sein de la société belge dont il est question à l'alinéa 3, il serait opportun de préciser qu'il ne concerne que les bénéfices produits par les capitaux et les réserves existant au moment de l'apport.

.../...

Dans la première phrase de cet alinéa, il y aurait lieu d'omettre les mots "ou la loi", étant donné qu'aucune loi ne règle actuellement la perception de redevances à charge de sociétés belges ou de sociétés bénéficiaires de l'apport. Les mots "à moins que les parties n'en conviennent autrement" devraient être inscrits au début de la phrase, après le mot "Toutefois".

L'expression "sur le boni de liquidation" pouvant donner lieu à des difficultés d'interprétation, il serait préférable de la remplacer par la phrase suivante :" sur le produit de la liquidation déduction faite du capital social libéré".

Observations communes aux articles 8, alinéa 3, 9 et 10, alinéa 5.

Ces dispositions se réfèrent aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Le projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus (Doc. Ch. 1961-1962, n° 264/1) envisage d'abroger :

1. l'article 27, § 2bis, alinéas 2 et 3, des lois coordonnées, auquel se réfère l'article 8, alinéa 3, du projet;
2. l'article 52 de ces mêmes lois coordonnées, auquel se réfère l'article 9 du projet.

.../...

Le projet de loi n° 264 envisage de remplacer la taxe mobilière et la taxe professionnelle dont il est question à l'article 10, dernier alinéa, du projet, par d'autres impôts.

Il serait souhaitable de compléter l'article 86 du projet n° 264 par une disposition selon laquelle la nouvelle législation fiscale ne portera pas préjudice à l'application des mesures d'ordre fiscal prises en faveur des sociétés dont il est question au présent projet. Une disposition analogue devrait logiquement aussi être prévue pour les sociétés visées par la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique.

ALGEMENE OPMERKING.

De term waarmee het ontwerp het gebied Ruanda-Urundi aanduidt, is voor verbetering vatbaar. Waar men zich op een tijdstip plaatst dat België over dat gebied nog voogdij uitoefent, spreke men van "Ruanda-Urundi", de enige term die thans in de wetsterminologie nog burgerrecht heeft.

Alle bepalingen van de ontwerp-wet zullen vóór de opheffing van de Belgische voogdij over Ruanda-Urundi uitwerking hebben en een begin van toepassing kunnen krijgen. De wet gebruike dan ook overal de term "Ruanda-Urundi". Als Ruanda-Urundi eenmaal onafhankelijk is geworden, moet in die wet en in alle andere van kracht blijvende wetten, decreten, verordeningen, besluiten en reglementen, naar gelang van het geval, hetzij Rwanda en Burundi, hetzij Rwanda of Burundi worden gelezen, precies zoals in de in Congo van kracht gebleven wetgeving, sedert 30 juni 1960, overal "Congo" in plaats van "Belgisch-Congo" geacht moet worden te staan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

In het Franse opschrift van de wet van 21 augustus 1921 leze men "relative" in plaats van "relatif".

.../...

Aangezien België over het gebied Ruanda-Urundi alleen maar voogdij heeft, spreke men liever niet van "de moederlandse wetgeving op de vennootschappen" maar van de "in België geldende wetgeving op de vennootschappen".

De volzin "De beslissing zal de plaats van overbrenging vermelden" uit het derde lid ware beter als volgt gesteld : "De beslissing geeft aan, naar welke plaats de hoofdzetel zal worden overgebracht".

Artikel 3.

Een betere lezing voor het eerste lid van dit artikel ware :

"In afwijking van artikel 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en niettegenstaande enige andersluidende bepaling van de statuten, kan de algemene vergadering der aandeelhouders, onder de in artikel 2, § 2, eerste lid, bepaalde voorwaarden, voor vennootschappen waarvan de maatschappelijke zetel ingevolge artikel 1 in België is gevestigd, tot wijziging van het maatschappelijk doel besluiten, mits die wijziging vóór 31 december 1963 plaats heeft, tenzij de Koning die termijn met ten hoogste één jaar verlengt".

De woorden "of bepalingen van koloniaal recht", in het derde lid, vervange men door "of de in Ruanda-Urundi geldende wetgeving".

.../...

Artikel 4.

De zinsnede van het eerste lid : "... hun bedrijfstakken in deze landen of hun bezittingen geheel of ten dele inbrengen" ware duidelijker in de volgende lezing : "hun bedrijfstakken of activa in die landen, geheel of gedeeltelijk inbrengen ...".

Artikel 5.

Een betere lezing voor dit artikel ware :

"Artikel 5.-

Vennootschappen die van het in artikel 1, derde lid, verleende recht gebruik hebben gemaakt, kunnen hun bedrijfstakken of activa buiten Ruanda-Urundi inbrengen in één of meer bestaande of op te richten vennootschappen die aan de in België geldende wetgeving zijn onderworpen".

Artikel 6.

In het eerste lid vervange men :

1° de zinsnede : "... mogen geheel of ten dele hun bedrijfstakken in Rwanda of in Burundi of hun bezittingen in een of meer bestaande of nog op te richten en aan de wetgeving van Rwanda of van Burundi onderworpen vennootschappen inbrengen" door : "mogen hun bedrijfstakken of activa in Ruanda-Urundi geheel of gedeeltelijk inbrengen in één of meer bestaande of op te richten vennootschappen die aan de in Ruanda-Urundi geldende wetgeving zijn onderworpen";

2° de woorden : "Deze inbrengsten worden gerealiseerd ..." door "deze inbrengen worden verricht ...".

Aan het slot van het tweede lid vervange men de woorden "aan het Belgisch moederlands recht zijn onderworpen" door "aan de in België geldende wetgeving

Artikel 7.

Om beter te doen uitkomen, dat alleen bedoeld wordt de inbrengende vennootschappen de in artikel 8 bepaalde voordelen te verlenen, stelle men die bepaling als volgt :

"Artikel 7.-

Ongeacht hun keuze genieten de op grond van de in Ruanda-Urundi geldende wetgeving opgerichte Belgische vennootschappen wier administratieve hoofdzetel in België is gevestigd en die hun bedrijfstakken of activa in Congo geheel of gedeeltelijk in een of meer, bestaande of op te richten, aan de Congolese wetgeving onderworpen vennootschappen inbrengen, de in artikel 8 bepaalde voordelen".

Artikel 8.

Het eerste lid leze men als volgt :

"De in de artikelen 4 tot 7 genoemde verrichtingen worden hoe dan ook geacht te zijn gedaan ter bereiking van het maatschappelijk doel van de inbrengende vennootschap".

De woorden "in België" uit de tweede volzin van het derde lid moeten reeds in de eerste volzin, met name tussen "worden" en "beschouwd", voorkomen. Ze slaan immers op het lid in zijn geheel.

.../...

Artikel 10.

Ter wille van de overeenstemming met de artikelen 75 en 76 van het mijndecreet van 24 september 1937, op Ruanda-Urundi toepasselijk gemaakt bij de Ordonnantie van Ruanda-Urundi van 10 november 1937, schrijve men aan het slot van het eerste lid : "... gehandhaafd, niettegenstaande de vennootschapszetel overeenkomstig artikel 1, tweede lid, in België is gevestigd, zolang de vennootschap een bedrijf voert dat van de uitoefening dier bijzondere rechten en voordelen afhankelijk is".

Aangezien een vennootschap tal van concessies kan bezitten en het mogelijk is dat ze alleen sommige daarvan in een dochtermaatschappij inbrengt, ware het tweede lid als volgt te stellen :

"Bij inbreng van een concessie of een exploitatierecht in een bestaande of op te richten vennootschap, die aan de wetgeving van Ruanda-Urundi is onderworpen, worden die toezichtsrechten, van het gemeen recht afwijkende stemrechten en bijzondere voordelen uitgeoefend in de vennootschap die de inbreng heeft genoten".

\+

\+ \+

In verband met het in het derde lid bedoelde recht ten bezware van de Belgische vennootschap cijnzen te heffen, ware duidelijk te stellen, dat zulks alleen kan geschieden op winsten uit de kapitalen en reserves die ten tijde van de inbreng voorhanden zijn.

.../...

In de eerste volzin van dat lid schrappe men de woorden "of de wet". Heffing van cijnzen ten bezware van Belgische of inbreng genietende vennootschappen is thans immers door geen wet geregeld. De zinsnede "tenzij de partijen er anders over beslissen" zou vooraan in de zin moeten komen, met name tussen "zal" en "evenwel".

De uitdrukking "op het vereffeningssaldo" kan interpretatiemoeilijkheden doen rijzen. Beter ware dan ook te zeggen : "... op de opbrengst van de likwidatie na aftrek van het volgestorte vennootschapskapitaal".

Opmerkingen gemeen aan de artikelen 8, derde lid, 9 en 10, vijfde lid.

Die bepalingen verwijzen naar de gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen.

Het ontwerp van wet houdende hervorming van de inkomstenbelastingen (Gedr. Stuk, Kamer, 1961-1962, nr 264/1) bedoelt op te heffen :

1° artikel 27, § 2bis, tweede en derde lid, van die wetten, waarnaar artikel 8, derde lid, van het ontwerp verwijst ;

2° artikel 52 van die wetten, waarnaar artikel 9 van het ontwerp verwijst.

De ontwerp-wet nr 264 vervangt de mobiliënbelasting en de bedrijfsbelasting waarvan sprake in artikel 10, laatste lid, van het ontwerp, door andere belastingen.

.../...

Het ware gewenst artikel 86 van het ontwerp nr 264 aan te vullen met een bepaling, volgens welke de nieuwe belastingwetgeving geen afbreuk doet aan de toepassing van de fiscale voorzieningen ten voordele van de in het tegenwoordige ontwerp bedoelde vennootschappen. Zulke bepaling ware logischerwijze ook vast te stellen voor de vennootschappen bedoeld in de wet van 17 juni 1960 betreffende het statuut van de Belgische koloniaalrechtelijke vennootschappen waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België is gevestigd.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLCYE; raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseur de la section de législation,
bijzitter van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur, et par M. G. TACQ, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur, en door de H. G. TACQ, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.